



Paris, le 12 septembre 2023

## Jeudi 23 novembre 2023 : tous mobilisés contre la précarité énergétique !

En France, une personne sur cinq est touchée par la précarité énergétique.

Tout au long de l'année, autant en été qu'en hiver, en raison de la mauvaise qualité thermique de leur logement ou de ressources financières insuffisantes pour faire face aux factures d'énergie, **12 millions de personnes subissent ce fléau et ses graves conséquences sur leur santé ou leur budget.**

La hausse des coûts de l'énergie et des loyers et le manque de rénovation globale des logements aggravent le phénomène. En 2022, 27% des Français ont eu des difficultés à payer leurs factures d'énergie, alors qu'ils étaient 18% en 2020. Ils sont également de plus en plus chaque année à souffrir du froid chez eux.

De nombreux acteurs associatifs sont mobilisés pour lutter contre la précarité énergétique. Les pouvoirs publics également, notamment à travers des conseils et des aides financières au paiement des factures et à la rénovation.

**Car massifier les rénovations énergétiques relève de l'urgence. En l'occurrence les dispositifs législatifs évoluent.** Un décret a confirmé le calendrier d'interdiction progressive de location des logements « passoires thermiques » dont le DPE est classé G, F puis E. Les propriétaires devront rénover ces logements, au risque de ne plus pouvoir les louer. Il s'agit d'un moyen concret pour protéger les locataires en situation de précarité énergétique qui se trouvaient jusqu'alors souvent démunis. Les propriétaires ont droit à des aides pour engager ces travaux : des aides financières de MaPrimeRénov, mais aussi une réduction fiscale à travers le déficit foncier. Des collectivités vont même plus loin en exonérant totalement ou partiellement de la taxe foncière leurs habitants ayant mené des travaux de rénovation énergétique. Le gouvernement a également annoncé une augmentation du budget consacré à MaPrimeRénov', qui atteindra 4 milliards d'euros en 2024, une hausse de 66 %. Les aides financières vont donc être substantiellement augmentées dans l'objectif de permettre 200 000 rénovations énergétiques globales dès l'an prochain (contre 66 000 aujourd'hui) ; le reste à charge, principal frein à la rénovation des plus modestes, devrait lui baisser.

**Mais il faut encore aller plus loin.** Pour que ce sujet à la croisée des enjeux sociaux et climatiques soit pleinement pris en compte, et pour mieux informer le grand public, une journée nationale lui est dédiée pour la troisième année consécutive.

Le jeudi 23 novembre prochain, 24 organismes impliqués dans la prévention de la précarité énergétique, la lutte contre l'exclusion et le réchauffement climatique appellent à une grande mobilisation dans le cadre de la Journée contre la précarité énergétique. Ils invitent associations, collectivités, syndicats, entreprises, citoyens à organiser des événements de sensibilisation partout en France.

Ateliers, journée portes ouvertes, visites de chantiers, conférences, webinaires... les initiatives seront nombreuses et variées. Leur programme complet qui s'enrichira d'ici novembre, est à découvrir [ici](https://www.journee-precarite-energetique.fr).

[www.journee-precarite-energetique.fr](https://www.journee-precarite-energetique.fr)

